(SUITE DES CAS DROIT CIVIL)

CAS PRATIQUE 3 : Succession

ETAT DE FAIT

L'état de fait de ce cas est la suite du CAS PRATIQUE1, DROIT CIVIL.

Monsieur George décède le 3 mai 2025.

QUESTIONS

1. Monsieur George n'a pas rédigé de testament, qui sont ses héritiers légaux ?
2. De quelles parts et de quels biens sont composées les droits de chacun des héritiers légaux ?
3. Le fait que Monsieur Denis soit couvert de dettes a-t-il un effet sur la liquidation de la succession ?
4. Quelles dispositions Monsieur George aurait-il-pu prendre pour assurer la poursuite de l'exploitation de son entreprise ?
5. La procuration illimitée dont bénéficie Denis sur le compte bancaire de son père est-elle valable après décès du titulaire de compte ? A quelles conditions ?

CAS PRATIQUE 4 : Reddition de comptes (Arrêt 4A_522/2018, CDBF 1088)

ETAT DE FAIT

Yves était titulaire d'un compte et d'un dépôt auprès de la Banque Fun SA. La valeur de la totalité des avoirs détenus sur cette relation bancaire est équivalente à CHF 12 millions.

Le 3 janvier 2025, Yves ordonne de virer l'entier des avoirs sur le compte de Clara auprès de la même banque.

Le 12 janvier 2025, Yves décède.

QUESTIONS

Jean est le seul fils d'Yves, il demande à la Banque Fun SA de lui donner toutes les informations concernant les opérations effectuées sur le compte de son père avant le décès, y compris les détails des comptes bénéficiaires. La banque doit-elle livrer ces informations ? A quelles conditions ?

La réponse serait-elle différente si l'information était demandée par Yvonne, héritière instituée par le testament d'Yves ?

Pour chaque réponse, veuillez indiquer les dispositions légales applicables.

CAS PRATIQUE 5 : Compte joint

ETAT DE FAIT

Le 15 décembre 1999, Maria, Henry et Zora, ressortissants espagnols, ont ouvert un compte joint auprès de la Banque Suisse SA, à Genève avec signature individuelle. Maria et Henry sont l'oncle et la tante de Zora. Par ailleurs, Zora a remis à la Banque Suisse SA un engagement écrit stipulant : « *Je m'engage par la présente à ne vous donner aucun ordre de transfert ou de retrait sur le compte tant que Maria et Henry seront en vie. En conséquence, je vous autorise irrévocablement à ne pas agir sur toute instruction que je vous donnerai sur ce compte de leur vivant.* »

Maria est décédée début des années 2000 et Zora a été nommée en 2020 par la justice espagnole tutrice de Henry, atteint de la maladie d'Alzheimer.

Le 7 janvier 2024, Zora a demandé à la Banque Suisse SA de clôturer le compte joint et de transférer les avoirs auprès de la Banque Privée SA à Genève, sur un compte joint ouvert par Henry et Zora.

La Banque Suisse SA a refusé d'exécuter les instructions de Zora en raison de l'engagement écrit pris.

Contestant la position de la Banque Suisse SA, et faisant état notamment des frais importants liés à l'hospitalisation de sa tante dans un établissement spécialisé, Zora a déposé une demande devant le Tribunal de première instance à Genève pour qu'il condamne la Banque Suisse SA à transférer la totalité des avoirs auprès de la Banque Privée SA.

QUESTIONS

Le refus de la Banque est-il fondé ?

Quelle a été la décision du Tribunal ?

CAS PRATIQUE 6 : Dispositions pour cause de mort

ETAT DE FAIT

René décédé à Barcelone, en Espagne, avait institué sa fille héritière réservataire, désigné plusieurs légataires et laissé le reliquat de ses biens à une institution charitable désignée comme héritière universelle. René avait également désigné comme exécuteur testamentaire Marcel.

Courant 2000, René a ouvert un compte auprès d'une Banque suisse avec procuration post mortem (uniquement valable après le décès du titulaire de compte) en faveur de Barbara.

René est décédé le 14 mai 2001.

Barbara fait transférer entre le 5 juillet et le 22 septembre 2001 les avoirs du compte de René à concurrence de CHF 1'859'000.- sur le compte ouvert à son nom auprès d'une autre Banque suisse.

En octobre 2001, l'exécuteur testamentaire Marcel prend contact avec Barbara pour connaître l'existence d'avoirs appartenant à René hors d'Espagne. Barbara a répondu à cette demande de manière évasive.

Barbara s'est empressée de vider son compte au profit d'une Banque aux USA.

L'exécuteur testamentaire a ouvert une action devant le Tribunal de Première instance à Genève contre Barbara et contre la Banque.

QUESTIONS

L'exécuteur testamentaire a-t-il les pouvoirs de réclamer des informations et d'agir contre la banque ?

Quels documents permettent de vérifier ces pouvoirs ?

Comment qualifier juridiquement la « procuration post mortem » conférée à Barbara par René : disposition pour cause de mort ou acte contractuel ?

Quelle a été la décision du Tribunal saisi de l'action de l'exécuteur testamentaire ?

Pourquoi les procurations bancaires sont-elles stipulées valables après décès ?